

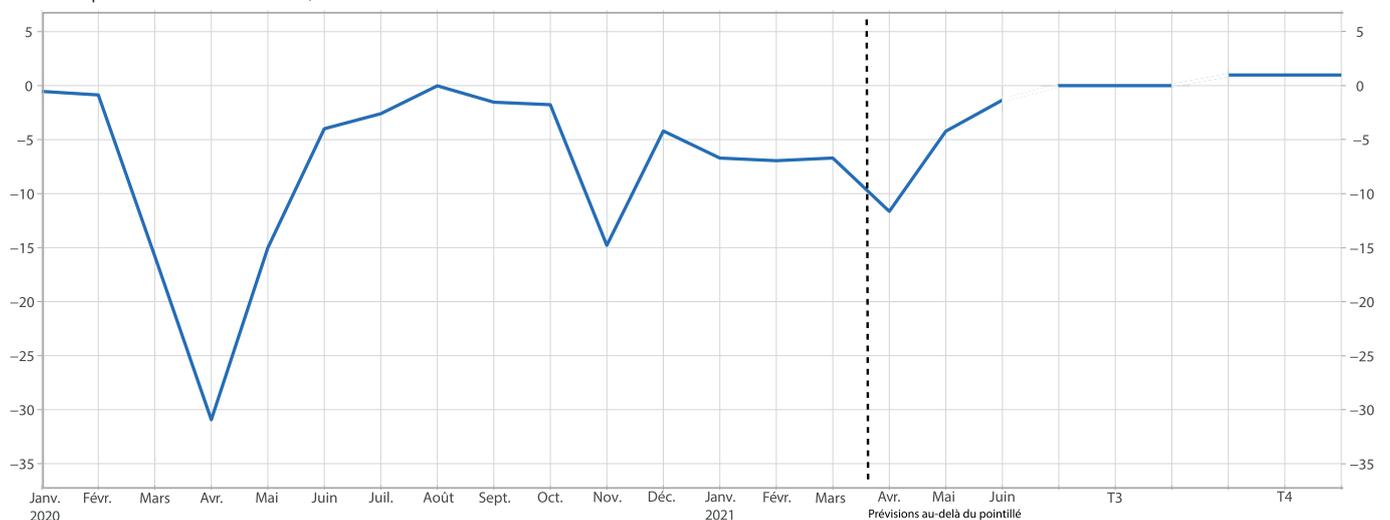
# Consommation des ménages

La consommation des ménages a plafonné de janvier à mars, demeurant 7 % sous son niveau d'avant-crise du quatrième trimestre 2019, et sans véritable progression par rapport au trimestre précédent. En avril, elle aurait été nettement dégradée sous l'effet du troisième confinement et des fermetures des commerces « non essentiels » généralisées à l'ensemble du territoire, se situant 12 % sous son niveau d'avant-crise (contre 15 % lors du confinement de novembre). Au mois de mai, la consommation serait revenue à un niveau supérieur à celui de mars, soit -4 % par rapport à l'avant-crise. Elle aurait été tirée dès le début du mois par la reprise des déplacements mais surtout, à partir du 19 mai, par la réouverture des commerces « non essentiels » et des restaurants. En juin, les levées supplémentaires des mesures de restrictions auraient conduit la consommation à revenir quasiment à son niveau d'avant-crise (-1 %). Elle le rejoindrait au cours de l'été, comme cela a pu être le cas un an plus tôt, et progresserait jusqu'à la fin de l'année, dans un contexte de normalisation des comportements de consommation et d'épargne. Au total, en moyenne annuelle après avoir diminué de 7,2 % en 2020, la consommation des ménages rebondirait de 5,2 % en 2021.

Depuis le Point de conjoncture du 6 mai 2021, les résultats détaillés des comptes du premier trimestre 2021, publiés fin mai, sont venus confirmer la très légère hausse de la consommation des ménages déjà estimée fin avril par les comptes nationaux. La consommation des ménages a en effet augmenté de 0,1 % au premier trimestre, s'étant située de janvier à mars 7 % en deçà de son niveau d'avant-crise du quatrième trimestre 2019 (► **figure 1**).

## ► 1. Consommation mensuelle estimée et prévue

écart au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en juin 2021, la consommation des ménages se serait située à 1 % en deçà de son niveau d'avant-crise. À partir de juillet 2021, les projections sont établies à un pas trimestriel et non plus mensuel.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Ce « plafond », qui tranche avec la bonne tenue de la consommation au cours des mois précédents (novembre excepté), traduit le contexte sanitaire du premier trimestre, marqué par un renforcement des mesures de restrictions (couvre-feu, fermetures de grands centres commerciaux, confinements locaux...).

Pour le mois d'avril, la consommation des ménages en biens, publiée fin mai, a indiqué une nette dégradation, liée aux fermetures des commerces « non essentiels » et un peu plus forte que prévue dans le Point du 6 mai : les dépenses en biens industriels se sont situées 10 % sous leur niveau d'avant-crise (contre 9 % dans la prévision du Point du 6 mai). Les dépenses en « autres biens industriels » (habillement-chaussure, équipement du foyer...) se sont dégradées davantage que prévu, tandis que les dépenses en équipements électriques et électroniques, tout en demeurant au-dessus de leur niveau d'avant-crise, se sont révélées moins dynamiques. Au total, la consommation des ménages se serait située en avril 12 % en deçà de l'avant-crise : ce niveau, très dégradé par rapport à celui de mars, reste toutefois un peu supérieur à celui atteint en novembre lors du deuxième confinement.

Les montants de transactions par carte bancaire CB et les données de ventes d'enseignes de la grande distribution, disponibles jusqu'au 20 juin, permettent d'estimer la consommation des ménages pour le mois de mai, caractérisé par la levée progressive des mesures de restrictions. Les montants de transactions CB, pris en glissement par rapport à 2019, font ainsi apparaître une

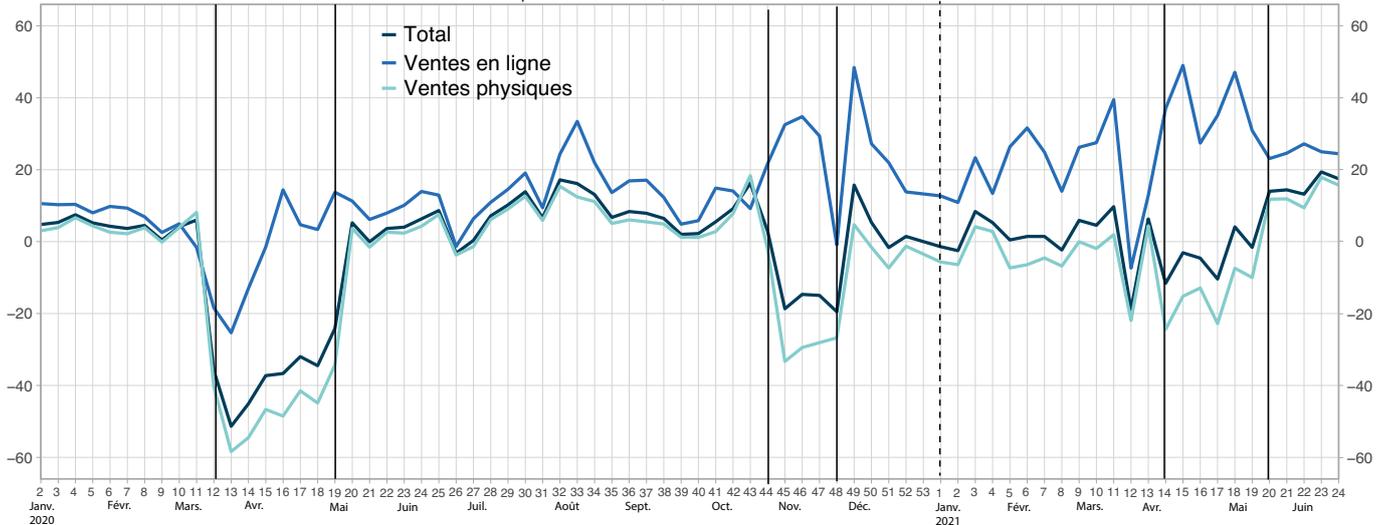
# Conjoncture française

remontée de la consommation dès le début du mois de mai puis un net rebond à partir de la réouverture des commerces et des restaurants le 19 mai (► **figure 2**, semaine 20 de 2021). Les ventes physiques tirent sans surprise ce rebond, tandis que les ventes en ligne se maintiennent à des niveaux élevés. De façon plus précise, la remontée des montants de transactions CB début mai résulte notamment des achats de carburants

– en lien probable avec la fin au 3 mai des restrictions de déplacement – mais également des dépenses d’hébergement, à l’occasion peut-être des week-ends prolongés de mai mais aussi de l’anticipation des congés d’été (► **figure 3**). La réouverture des commerces « non essentiels » le 19 mai a provoqué un rebond immédiat des montants de transactions CB dans l’habillement-chaussure ou l’équipement du foyer, après les niveaux

## ► 2. Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB

montant hebdomadaire en écart à celui de la semaine comparable de 2019, en %



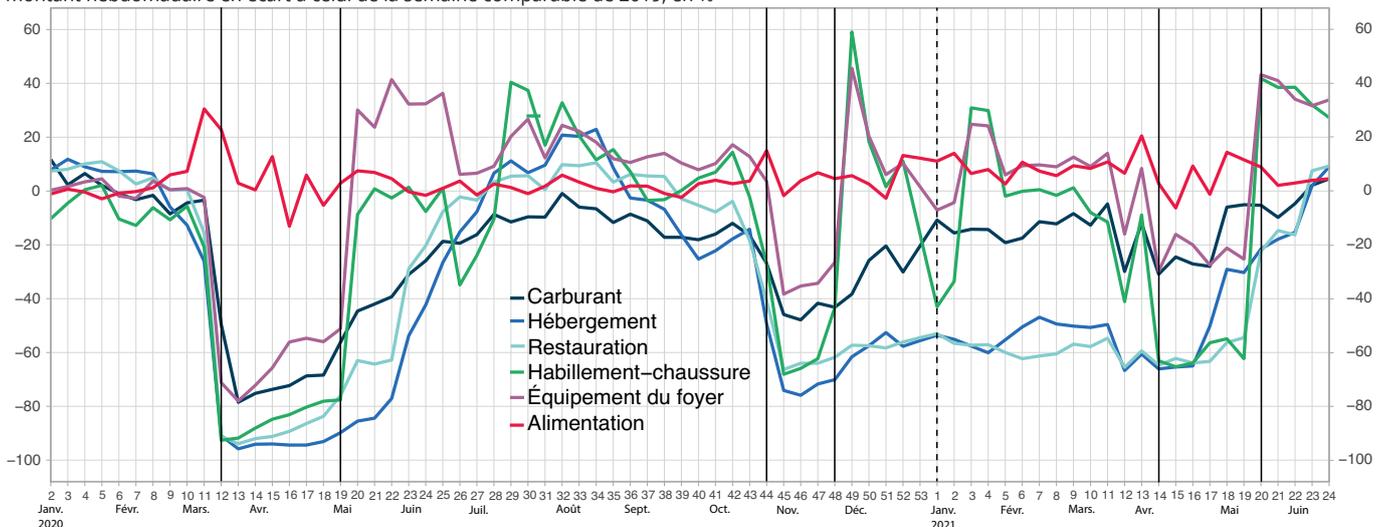
Lecture : lors de la semaine 23 de 2021 (7 – 13 juin), le total des montants de transactions par carte bancaire CB était supérieur de 19 % au montant de la semaine 23 de 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et de réouverture des commerces « non essentiels » lors des confinements de 2020 et du confinement national du printemps 2021. Chaque montant étant pris en écart à celui de la semaine comparable de 2019, les écarts affichés pour fin 2020 et début 2021 intègrent donc une rupture dans la semaine prise comme référence (fin 2019 puis début 2019). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé à la semaine 1 de 2021.

Note : la dynamique de ces montants de transaction CB peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB, cette tendance étant corrigée dans la prévision des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d’avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

## ► 3. Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB et de ventes par la grande distribution, pour divers types de biens et services

montant hebdomadaire en écart à celui de la semaine comparable de 2019, en %



Lecture : lors de la semaine 23 de 2021 (7 – 13 juin), les montants de transactions par carte bancaire CB relatifs aux achats de carburant étaient supérieurs de 2 % aux montants de la semaine 23 de 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et de réouverture des commerces « non essentiels » lors des confinements de 2020 et du confinement national du printemps 2021. Chaque montant étant pris en écart à celui de la semaine comparable de 2019, les écarts affichés pour fin 2020 et début 2021 intègrent donc une rupture dans la semaine prise comme référence (fin 2019 puis début 2019). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé à la semaine 1 de 2021.

Note : la dynamique de ces montants de transaction CB peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB, cette tendance étant corrigée dans l’estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d’avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

très dégradés des semaines précédentes (► **éclairage**). Dans la restauration, la remontée est notable elle aussi, même si les montants de transactions CB restaient fin mai encore inférieurs à leur niveau de 2019, conséquence des mesures résiduelles affectant ce secteur (ouverture des terrasses uniquement et jauges réduites de fréquentation). L'ouverture complète des restaurants, depuis le 9 juin, a néanmoins permis aux transactions CB dans la restauration de rejoindre, voire dépasser, leurs montants de 2019.

Dans ce contexte, et compte tenu d'un mois de mai en partie affecté par les mesures de restrictions du mois d'avril, la consommation s'y serait située 4 % en deçà de son niveau d'avant-crise, c'est-à-dire au-dessus de son niveau du mois de mars. En juin en revanche, avec la levée de la plupart des restrictions d'activité, la consommation serait revenue à un niveau proche de celui d'avant-crise (-1 %).

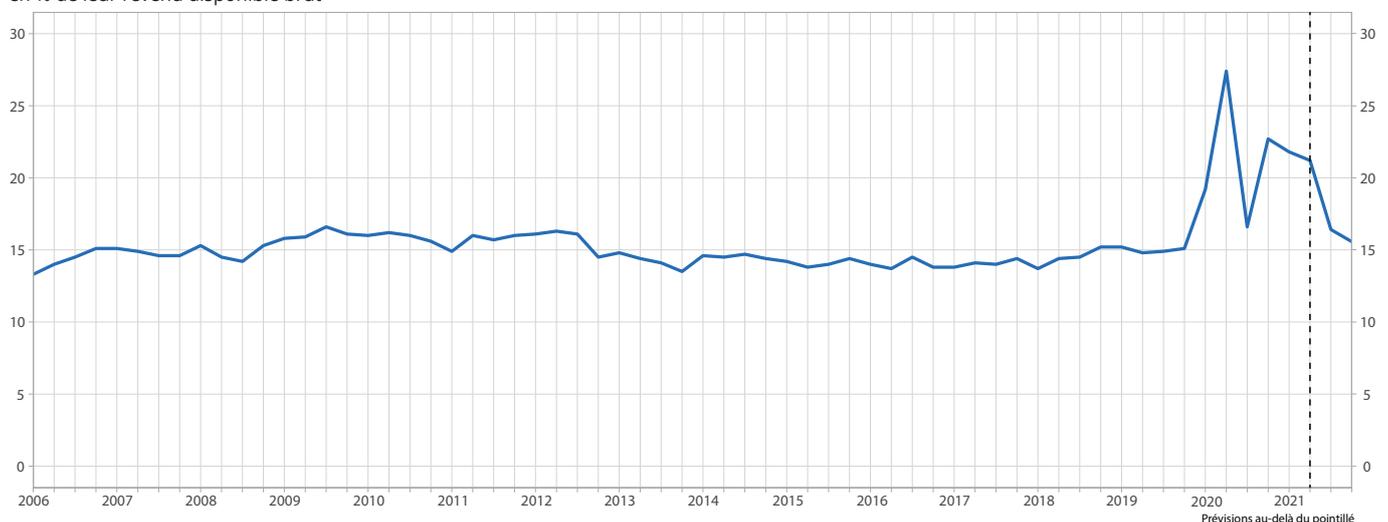
Le rebond de la consommation en mai puis en juin aurait résulté tant des dépenses de biens que de services (► **figure 5**). Du côté des biens, la réouverture des commerces depuis le 19 mai aurait conduit la consommation en « autres biens industriels » (habillement-chaussure et équipement du foyer notamment) à bondir nettement et dépasser légèrement, en juin, son niveau d'avant-crise (+2 %). Les dépenses en équipements électroniques et informatiques auraient retrouvé leur niveau élevé d'avant le confinement d'avril, nettement au-dessus de l'avant-crise. Avec la reprise des déplacements – fin des limitations à 10 km et allègement progressif du couvre-feu – les dépenses de carburants auraient nettement augmenté pour se retrouver proches de leur niveau d'avant-crise, sans toutefois le rejoindre complètement en raison du télétravail, dont la pratique resterait supérieure à l'avant-crise.

Du côté des services marchands, le rebond de la consommation aurait été net lui aussi, en mai et en juin, même si le niveau de juin serait resté encore 6 % en deçà de celui d'avant-crise. Cette progression proviendrait de la reprise des activités soumises à des restrictions les mois précédents : hébergement-restauration, services de transport et activités de loisirs. Du fait des restrictions encore en vigueur en juin – sur les premiers jours de juin d'abord puis, de façon allégée, sur le reste du mois – la consommation dans ces secteurs serait restée encore dégradée et expliquerait l'essentiel de la perte résiduelle de consommation en services pour ce mois. Dans les services non marchands, la consommation aurait rejoint en juin son niveau d'avant-crise et cela aurait été le cas également dans la construction.

Au troisième trimestre, les dépenses des ménages rejoindraient leur niveau d'avant-crise (► **figure 6**). La consommation de biens continuerait de se situer, comme en juin, au-dessus du niveau du quatrième trimestre 2019 (+2 %), portée par les dépenses d'habillement-chaussure et d'équipement, aussi bien du foyer qu'en électronique ou informatique. La consommation de services continuerait de se rapprocher de son niveau d'avant-crise (-3 %). Les dépenses d'hébergement-restauration progresseraient nettement, atteignant leur plus haut niveau depuis le début de la crise sanitaire, même si ce niveau serait encore dégradé par rapport à celui d'avant-crise : en effet, une fréquentation touristique plus vive que l'an dernier permettrait aux dépenses d'hébergement-restauration de dépasser leur niveau de l'été 2020, sans toutefois retrouver celui de l'avant-crise. Les dépenses en services de transport progresseraient également, bien que toujours déprimées par la lente reprise du transport aérien. La consommation en services de loisirs serait

## ► 4. Taux d'épargne des ménages

en % de leur revenu disponible brut



Lecture : au deuxième trimestre 2021, le taux d'épargne des ménages se serait élevé à 21,2 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee

# Conjoncture française

en hausse elle aussi, même si les restrictions sanitaires résiduelles la maintiendraient encore dégradée par rapport à son niveau d'avant-crise.

Sous l'hypothèse de l'absence d'un nouveau durcissement des mesures de lutte contre la propagation de l'épidémie, le quatrième trimestre verrait une normalisation de la consommation des ménages, qui dépasserait légèrement son niveau d'avant-crise (+1 %), poussée par l'évolution de dépenses de consommation qui ne seraient plus affectées par des contraintes sanitaires. Dans la consommation de biens, la dynamique des dépenses en équipements électroniques et informatiques se tasserait pour rejoindre une trajectoire plus tendancielle. Les dépenses de carburant resteraient légèrement en deçà de leur niveau d'avant-crise, reflet d'un recours plus important au télétravail. Dans les services, la consommation de transport resterait pénalisée par un trafic aérien toujours en deçà de son niveau d'avant-crise. L'hébergement et la restauration comme les activités de loisirs pourraient demeurer partiellement déprimées, du fait notamment de contraintes sanitaires résiduelles ou, pour la restauration, du recours au télétravail.

Au total, la consommation aurait augmenté de 1,3 % au deuxième trimestre (► **figure 7**). Elle poursuivrait son rebond au troisième trimestre (+5,9 % par rapport au trimestre précédent) puis au quatrième (+ 1,0 % prévu). Ainsi, après sa chute historique de 7,2 % en 2020, la consommation des ménages rebondirait de 5,2 % en 2021.

Compte tenu de l'évolution modérée du revenu des ménages au fil des trimestres de 2021, le rebond continu de leur consommation conduirait à une baisse progressive du taux d'épargne (► **figure 4**). Celui-ci avait en effet atteint des points remarquablement hauts en 2020, notamment aux deuxième et quatrième trimestres (respectivement 27,4 % et 22,7 % du revenu disponible brut), du fait des chutes de consommation pendant les confinements. Au premier trimestre 2021, la baisse du revenu disponible des ménages a conduit le taux d'épargne à diminuer, à 21,8 % du revenu disponible brut. Il diminuerait légèrement au deuxième trimestre (à 21,2 %) et plus sensiblement aux trimestres suivants, pour atteindre 15,6 % fin 2021, soit un niveau légèrement supérieur à celui d'avant-crise (15,1 % au quatrième trimestre 2019). ●

## ►5. Consommation mensuelle des ménages estimée et prévue

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Produits	Part dans la consommation*	Janv. 2021	Fév. 2021	Mars 2021	Avr. 2021	Mai 2021	Juin 2021
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3%</b>	<b>1,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>
<b>Industrie</b>	<b>46%</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,3</b>	<b>-10</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	5,5	2,6	3,4	4	3	3
Cokéfaction et raffinage	4%	-5,1	-7,2	-5,3	-15	-7	-4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	12,2	14,0	12,3	5	14	14
Fabrication de matériels de transport	6%	-5,7	-7,4	-9,1	-12	-9	-2
Fabrication d'autres produits industriels	13%	-8,2	-3,1	-5,2	-33	-2	2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5%	3,9	0,1	1,4	8	7	0
<b>Construction</b>	<b>2%</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>46%</b>	<b>-14,9</b>	<b>-15,4</b>	<b>-15,2</b>	<b>-17</b>	<b>-11</b>	<b>-6</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	1%	-2,2	-1,0	-1,8	-4	-2	1
Transports et entreposage	3%	-49,2	-52,8	-52,4	-59	-43	-37
Hébergement et restauration	7%	-58,6	-58,4	-58,3	-63	-40	-17
Information et communication	4%	2,0	1,2	1,1	1	3	4
Activités financières et d'assurance	6%	0,9	1,0	1,2	1	1	2
Activités immobilières	19%	2,0	1,7	2,0	2	2	2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-10,6	-9,5	-9,2	-9	-6	-3
Autres activités de services	4%	-24,0	-26,1	-26,4	-33	-24	-17
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>5%</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Correction territoriale</i>	<i>-2%</i>	<i>-47,8</i>	<i>-65,8</i>	<i>-91,8</i>	<i>-92</i>	<i>-92</i>	<i>-61</i>
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>-6,7</b>	<b>-7,0</b>	<b>-6,7</b>	<b>-12</b>	<b>-4</b>	<b>-1</b>

\* Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019.

■ Prévisions

Lecture : en juin 2021, le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration aurait été inférieur de 17 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

## ►6. Consommation trimestrielle des ménages estimée et prévue

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Produits	Part dans la consommation*	2020				2021				2020	2021
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3%</b>	<b>3,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>0,3</b>	<b>-1</b>
<b>Industrie</b>	<b>46%</b>	<b>-6,7</b>	<b>-12,8</b>	<b>2,3</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-4,7</b>	<b>0</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	3,6	5,4	2,1	3,3	3,8	3	2	0	3,6	2
Cokéfaction et raffinage	4%	-5,9	-27,7	-4,3	-13,1	-5,9	-9	-2	-1	-12,7	-4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	-8,4	-4,7	11,4	15,4	12,8	11	10	5	3,4	10
Fabrication de matériels de transport	6%	-22,5	-35,3	2,8	-9,2	-7,4	-8	1	2	-16,0	-3
Fabrication d'autres produits industriels	13%	-12,5	-23,2	3,5	-4,9	-5,5	-11	4	3	-9,3	-2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5%	-2,1	-4,4	0,2	1,6	1,8	5	0	0	-1,2	2
<b>Construction</b>	<b>2%</b>	<b>-9,4</b>	<b>-23,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-8,0</b>	<b>0</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>46%</b>	<b>-6,1</b>	<b>-21,8</b>	<b>-6,3</b>	<b>-14,2</b>	<b>-15,2</b>	<b>-11</b>	<b>-3</b>	<b>0</b>	<b>-12,1</b>	<b>-7</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1%	-12,1	-25,3	1,2	-4,4	-1,7	-1	1	-1	-10,2	-1
Transports et entreposage	3%	-16,8	-74,1	-30,4	-54,1	-51,5	-46	-28	-11	-43,8	-34
Hébergement et restauration	7%	-16,9	-63,3	-15,3	-46,7	-58,4	-40	-8	-3	-35,5	-27
Information et communication	4%	-2,4	-1,6	-0,6	-0,4	1,4	3	4	5	-1,3	3
Activités financières et d'assurance	6%	-2,6	-6,4	-1,7	-0,3	1,0	1	2	3	-2,7	2
Activités immobilières	19%	0,2	0,3	0,7	0,8	1,9	2	3	3	0,5	2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-6,6	-19,0	-10,1	-9,1	-9,8	-6	1	3	-11,2	-3
Autres activités de services	4%	-12,0	-42,3	-13,5	-25,5	-25,5	-25	-11	-5	-23,3	-16
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>5%</b>	<b>-7,7</b>	<b>-24,0</b>	<b>1,1</b>	<b>-2,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-8,2</b>	<b>0</b>
Correction territoriale	-2%	-45,6	-80,4	-41,5	-53,1	-68,5	-82	-38	-18	-55,2	-51
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>-5,7</b>	<b>-16,7</b>	<b>-1,4</b>	<b>-6,9</b>	<b>-6,8</b>	<b>-6</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-7,7</b>	<b>-3</b>

\* Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019.

■ Prévisions

Lecture : au deuxième trimestre 2021, le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration aurait été inférieur de 40 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

## ►7. Consommation des ménages en écart au quatrième trimestre 2019 et en variation trimestrielle

en %

	2020				2021				2020	2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Variations trimestrielles	-5,7	-11,6	18,3	-5,6	0,1	1,3	5,9	1,0	-7,2	5,2
Écart au T4 2019	-5,7	-16,7	-1,4	-6,9	-6,8	-5,6	0,0	1,0		

■ Prévisions

Variations annuelles pour les deux dernières colonnes

Source : Insee